

**RECOMPOSITION DES POLITIQUES INTERNATIONALES
SOUS L'EFFET DU FACTEUR RELIGIEUX
UNE COMPARAISON DES CAS INDONÉSISIEN ET MALAISIE**

Delphine Alles

Discipline : Science politique, spécialisation relations internationales

Soutenue le vendredi 9 décembre 2011 à l'école doctorale de Sciences Po

Jury :

M. Bertrand Badie, Professeur des universités à l'IEP de Paris (directeur de thèse)

M. Frédéric Charillon, Professeur des universités à l'Université d'Auvergne, Clermont I, directeur de l'IRSEM (rapporteur)

M. John Groom, Professeur émérite à l'Université de Kent, Canterbury (rapporteur)

M. Gilles Kepel, Professeur des universités à l'IEP de Paris

M. Joseph Maïla, Ancien recteur de l'Institut catholique de Paris, directeur de la Prospective au ministère des Affaires étrangères et européennes

RESUMÉ DE LA THÈSE

Ce travail met en évidence les évolutions du rapport entre la religion, facteur social fortement mobilisateur, source de loyautés *a priori* indépendantes et parfois contradictoires avec les allégeances étatiques, et les politiques internationales de l'Indonésie et de la Malaisie depuis leur indépendance. Le fil suivi tout au long de la thèse est celui de tractations permanentes entre l'État et les acteurs religieux, en concurrence pour obtenir le monopole de l'allégeance en dernier ressort des individus. En quatre étapes, la poursuite d'un équilibre entre la discipline et l'aire régionale, la théorie et la comparaison, permet de dessiner deux catégories de résultats : des arguments théoriques et des observations empiriques.

En remontant aux origines de l'implantation de l'islam en Asie du Sud-Est, la première partie de la thèse montre la contribution de la religion à la projection des sociétés dans un monde qui n'était pas encore constitué en États. Sans doute les peuples marins de l'angle de l'Asie seraient-ils entrés en contact avec le reste du monde sans l'arrivée de l'islam. Il est cependant indéniable que la religion, d'abord importée puis elle-même source d'accélération des échanges individuels et politiques avec le reste de l'*oumma*, a contribué à tracer les voies de ces échanges avant l'implantation d'États territoriaux dans la région. La construction de ces derniers fut consubstantielle d'une forme de nationalisation de l'islam, amorcée à l'ère coloniale, pour aboutir à la distinction de deux modes de relations entre les institutions et la religion. Le modèle malaisien se distingue par la promotion d'un islam d'État, étroitement lié à la problématique ethnique qui structure les jeux politiques et institutionnels du pays. Les autorités indonésiennes s'efforcent en revanche de maintenir l'islam en dehors d'institutions qui se veulent religieusement neutres, pour ne pas aliéner les territoires peuplés de minorités religieuses. Les prémisses de la politique étrangère des deux États témoignent de ces différences d'approche et permettent de comprendre la manière dont les autorités entendaient formuler la relation entre religion et institutions, à l'intention de leurs

partenaires comme de leurs citoyens. En Malaisie, l'islam fut dès l'indépendance intégré comme un élément-clé de l'identité nationale et un facteur de solidarité internationale. Il était en revanche perçu comme une contrainte par les dirigeants indonésiens, qui se sont efforcés de prendre en considération les aspirations de la société civile musulmane sans faire référence à ce facteur ni encourager les relations avec le reste du monde musulman, perçues comme la source potentielle d'une perte d'autonomie.

La deuxième partie de la thèse montre le caractère incontournable de l'évolution de ces deux modes d'intégration de la religion aux politiques internationales, dans le contexte du renouveau religieux survenu à partir des années 1980 en Asie du Sud-Est. Le renouveau religieux a été synonyme de nouvelles transnationalisations des expressions et revendications fondées sur la religion musulmane, sortie des cadres institutionnalisés pour faire renaître l'idée d'une communauté des croyants qui rend parfois obsolète la notion de frontières étatiques. En a résulté l'association renforcée de certains volets de l'islam d'Asie du Sud-Est à l'*oumma*, sous plusieurs formes. On observe une identification plus organique à la communauté des croyants, qui a conduit de larges pans des sociétés musulmanes de la région à s'approprier des questions lointaines et à inciter leurs gouvernements à afficher une solidarité religieuse dans le contexte de conflits impliquant des musulmans. Une association plus systématique de problématiques locales au cadre général de la religion a par ailleurs conduit à traduire en termes islamiques des questions précédemment interprétées dans leur environnement local ou régional. Il ne faut cependant pas déduire de ces observations que les pratiques et référents religieux se seraient uniformisés en Indonésie et en Malaisie. On observe au contraire une diversification des tenants du renouveau religieux et de leurs modes d'organisation ou d'expression. Si le référent moyen-oriental tend à se généraliser, peut-être faut-il le considérer comme une manière pour les croyants d'échapper aux tentatives de standardisations nationales de la religion, islam d'État en Malaisie et islam cantonné aux limites institutionnellement acceptables en Indonésie. Au-delà d'une identification globalement plus étroite des croyants à la communauté religieuse, se pose la question de la hiérarchie entre leurs allégeances religieuses et citoyennes, qui contribue à déterminer la relation qu'ils sont susceptibles d'entretenir avec leurs États d'origine. Celle-ci peut aller de la coopération, lorsque la religion reste dans la sphère privée ou se revendique d'une interprétation compatible avec la notion d'identité territorialisée, à la confrontation, lorsque les prescriptions imposées par la loyauté religieuse sont incompatibles avec celles que requiert l'allégeance citoyenne.

A ces évolutions sociales, les dirigeants des deux États se sont efforcés de répondre en adaptant leurs pratiques politiques. La troisième partie de la thèse revient sur les conséquences des tractations entre institutions et religion, en montrant la nécessité mais aussi la difficulté, pour les États, d'intégrer l'islam comme facteur de leurs politiques internationales. L'intégration du facteur religieux à la politique étrangère peut participer d'une tentative de re-nationaliser cet objet dont les dimensions transnationales semblent de plus en plus échapper à la maîtrise des gouvernants. L'inclusion du facteur religieux aux politiques étrangères n'est pas sans limites. Menée par les États, la politique étrangère est en effet le produit de multiples exigences et contingences, dont le religieux ne peut être qu'une

composante parmi d'autres. Des arbitrages entre différents éléments de l'intérêt national sont le lot de toute politique publique et l'essence même de la décision politique. Or la religion est une source d'appartenance primaire qui ne peut, en tant que telle, faire l'objet de compromis sans être dénaturée. Le fait de prendre une décision qui n'est pas conforme à la religion, lorsque celle-ci a été présentée comme source de l'action publique, est donc contradictoire. Force est pourtant de constater qu'en diverses circonstances de conflits impliquant des musulmans, en particulier au sein de l'ASEAN, la solidarité religieuse est passée au second plan derrière le principe de non-ingérence.

Faut-il voir dans cette incontournable contradiction la raison de la délégation partielle de l'internationalisation religieuse à des acteurs privés, observée dans le contexte des deux États ? La quatrième partie montre que les gouvernements s'efforcent désormais de dissocier la projection internationale religieuse de la politique étrangère, en cooptant l'action extérieure de certains acteurs privés, susceptibles de diffuser une image de la religion compatible avec la version étatique de l'identité nationale. Ce processus consiste, pour les États, à externaliser les manifestations d'un phénomène qu'ils ne sont pas parvenus à nationaliser. Dans le cas de la Malaisie, cette stratégie passe essentiellement par l'encouragement à la croissance d'une économie islamique, en favorisant le développement du volet religieux de secteurs dans lesquels le pays était déjà présent sur les marchés internationaux. L'Indonésie est moins avancée sur le plan économique mais plus susceptible de peser politiquement à l'échelle mondiale, grâce à une taille critique et à l'intérêt renouvelé que suscite l'État rassemblant la première population musulmane du monde. Il s'agit donc davantage, dans le cas indonésien, d'encourager l'action internationale d'organisations porteuses d'une version de l'islam compatible avec la pérennité des institutions étatiques, et conforme au modèle d'un grand pays démocratique et modéré que le gouvernement s'efforce de promouvoir. Le fait de déléguer aux acteurs privés, encouragés et cooptés par l'État, un pan de la projection de l'identité nationale, permet de recentrer la politique étrangère sur des thématiques affranchies du problème de la tractation entre une allégeance primordiale par ailleurs contestée par une partie de la population, et l'intérêt national tel qu'il est perçu par les dirigeants. Cette dernière partie soulève un autre paradoxe. Les évolutions mentionnées ont certes mené à une forme de renforcement des États, qui ont su s'adapter aux revendications intérieures mais aussi à la demande internationale d'un islam modéré, maîtrisé par des gouvernements musulmans érigés en modèles, notamment par les États-Unis en quête de soutiens. Les gouvernements des deux États ont pu en tirer des ressources politiques, économiques et sécuritaires, qui leur ont permis de contrebalancer des crises internes et de se stabiliser. Ce constat d'un renforcement au cours des années 2000 ne va cependant pas nécessairement de pair avec une stabilisation à long terme. La cooptation d'une interprétation unique d'une religion dont les expressions sont plurielles attise en effet les mécontentements, à la fois des tenants d'une autre vision de l'islam, plus radicale ou plus libérale, et des minorités qui en sont tenues à l'écart. L'opposition aux politiques gouvernementales peut même conduire à unifier ces groupes aux revendications *a priori* différentes. Les États ont certes adapté leurs politiques à une demande sociale, mais les voies mêmes de cette adaptation pourraient *in fine* entraîner une nouvelle déstabilisation.